

Nouvelles locales du mercredi 30 avril 2014

@rib News, 30/04/2014 | Education - Il s'observe un silence de mort parmi tous les départements concernés par la question des étudiants de l'Université du Burundi et de l'UNES alors que le 12 mai prochain, ces 18.000 étudiants passeront deux mois en débandade. Que ce soit le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dont ils relèvent, que ce soit la direction de ces deux institutions, que ce soit la présidence de la République qui avait pris des mesures allant dans le sens de la reprise des activités, lesquelles n'ont pas convaincu les étudiants, personne ne semble s'intéresser à cette question et un doute plane sur ce qui serait en train d'être fait pour débloquer la situation. Dans cette logique, les étudiants de ces deux institutions viennent d'adresser une correspondance au président de la République pour lui signifier leur position. En effet, ils estiment que les mesures que Pierre Nkurunziza a prises pour qu'ils regagnent les auditoires ne sont pas suffisantes. Ils réaffirment en outre leur détermination à ce que l'article 2 d'acret portant sur l'organisation des mesures d'octroi de la bourse aux étudiants, se trouvant être le nœud du problème de ce fait, un obstacle à la reprise des cours, soit abrogé. Ainsi, ils demandent au numéro 1 d'annuler ou de revoir ce décret. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] Gouvernance - L'OLUCOME se dit préoccupé du fait que depuis 2007, le budget Burundi a toujours inclus la rubrique concernant l'entretien et la réparation du jet présidentiel alors que depuis 2006, l'avion qui transportait le président de la République dans ses déplacements a été vendu. Dans une conférence de presse animée par le président de cet observatoire, plus de 3 milliards ont toujours été servis au compte de la présidence de la République alors que leur utilisation ne paraît pas normalement justifiée du moment que l'objet en question n'existe plus. Gabriel Rufyiri estime que cet argent va quelque part ailleurs, peut-être dans les poches de certains individus. Il profite aussi pour dénoncer le fait que le rapport qui avait été sorti par les députés au sujet de la vente du Falcon 50 a été par la suite récupéré par le procureur général de la République alors qu'il allait être trouvé que ce dernier n'a encore rien fait à ce sujet jusqu'à présent alors qu'il avait déclaré que les enquêtes poursuivraient au niveau du parquet. Il demande en outre des explications sur l'avion qui place le président de la République actuellement. En effet, selon des informations à sa possession mais non encore vérifiées, le président se déplacerait dans un jet appartenant à un homme d'affaire sud africain. Il veut ainsi savoir s'il agit d'une localité achetée que le pays a effectuée puisque dans le budget, aucune mention à ce sujet n'est faite.

[rtnb/rtr/rpa/bonesha/isanganiro] Justice- Alors que le Burundi commémore ce mercredi le 17^e anniversaire de l'assassinat de 40 séminaristes de Buta dans la province de Bururi, l'association des rescapés de cette tragédie estime que la vérité sur ce qui s'est passé au Burundi sera difficile à atteindre. Selon le président de cette association, il est déplorable que le projet de loi sur la CVR ait été voté par les seuls députés du CNDD-FDD et estime à ce sujet que la commission qui sera mise en place conséquemment ne sera pas crédible aux yeux de toute la population et surtout des rescapés de la guerre et ne pourra pas dénoncer les actes commis par ceux qui les ont mis en place. Jean Nkomucane Bironkwa trouve aussi que les politiciens utilisent actuellement des actes et des paroles qui ne tranquillisent pas du tout puisqu'ils commencent à cultiver l'ethnisme au sein de la population comme cela était dans les jours passés. Selon lui, il faut que toute personne qui est reprochée d'avoir trempé dans les massacres dans le pays soit écartée de la gestion du pays afin que le Burundi soit dirigé par des personnes qui ne sont accusées de rien. Il demande ainsi à la jeunesse de rester vigilante afin de ne pas se laisser emporter dans une manipulation politicienne. Il demande alors au président de la République de tout faire pour que les assassins de 40 séminaristes de Buta le 30 avril 1997 soient traduits devant la justice et punis conformément à la loi. [bonesha/rtr/rpa/rtnb]- Les habitants du site des déplacés de Ruhororo dans la commune Ruhororo en province Ngozi affirment qu'ils vivent dans l'inquiétude après que des agents du ministère de la solidarité nationale aient procédé à un recensement des habitants de ce site. En effet, ils affirment que ces agents demandaient ceux qui veulent rentrer sur leurs collines d'origine, ceux qui veulent rester au site et ceux qui veulent intégrer un village de paix. Voulant savoir les mobiles d'un tel recensement, ces agents leur renvoyaient au ministère de la solidarité nationale qui les a envoyés. Ils ont donc interprété ce recensement comme une manière de les obliger à rentrer chez eux. Ils constatent surtout que cette procédure passe outre ce qu'ils se sont dits lors d'une réunion que le président de la CNIDH avait tenue avec eux la semaine dernière. Le représentant du FORSC dans la province de Ngozi dénonce ce recensement et les mobiles qui peuvent être derrière lui. Mais, l'administrateur communal de Ruhororo tranquillise en affirmant que personne ne sera contraint de rentrer chez lui contre son propre gré. [rpa]- Un climat malsain régnait dans la prison centrale de Mpimba le matin de ce mercredi. En effet, selon des sources en provenance de ce lieu de détention, la direction voulait déplacer certains prisonniers vers la prison de Bururi ou Rumonge (Murembwe) après les incidents de ce lundi soir où certains prisonniers se passant pour des agents de sécurité ont ligoté et tabassé les autres prisonniers. Les prisonniers concernés par ce déplacement étaient ceux qui avaient, dans les jours passés, été transférés vers cette même prison pour qu'ils puissent comparaître sans problème. Sont aussi concernés par ce transfert ceux qui se nommaient chargés de la sécurité et qui avaient semé le désordre ce lundi soir ainsi que ceux en charge de la coordination des autres prisonniers nommés Nyumbakumi puisqu'ils sont accusés d'avoir volé les autres. Une bagarre a donc failli éclater puisque certains prisonniers avaient refusé d'obtempérer ce qui avait même fait intervenir la police afin d'aider dans leur évacuation vers les autres prisons. En effet, ils estimaient que leur transfert dans d'autres prisons de l'intérieur devrait causer une perte de possibilité de suivre de près leurs dossiers. [rpa] Sociétal - Alors que le Burundi s'associe demain au monde entier pour célébrer la journée internationale du travail et des travailleurs, les Burundais dans leurs diversités l'entendent différemment. En effet, certains travailleurs estiment qu'ils tendent à l'être cette fête puisqu'ils ne sont pas payés à la hauteur de leurs prestations au service. Les chômeurs quant à eux sont pessimistes que les choses puissent évoluer dans les jours qui viennent. Ils trouvent en outre qu'il n'y a pas de projet de développement pour qu'ils parviennent à avoir du travail dans des entreprises tant publiques que privées. Ainsi, ils demandent que le ministère du travail mette en place un fichier national d'identification des chômeurs afin d'aider le gouvernement à planifier en fonction des problèmes en ce domaine. Les enseignants de leur part estiment qu'ils n'ont

de vie comme les autres fonctionnaires de l'État et que de ce fait, il est inutile de fêter. Le président du syndicat CONAPES trouve qu'il y a des fonctionnaires qui ont du travail où ils reçoivent des indemnités et primes monumentales alors que les enseignants ne parviennent plus à joindre les deux bouts du mois au moment où ils travaillent tout le temps. Emmanuel Mashandari trouve que cette fête n'aura point de signification aussi longtemps que les salaires des fonctionnaires publics ne sont pas encore harmonisés. [rpa/rtr/bonesha/isanganiro]